

Combat Laïque 76

Bulletin du Comité de réflexion et d'action laïque de la Seine-Maritime - N° spécial 1^{er} Mai 2020

www.creal76.fr

creal76@creal76.fr

J'ai moins peur des extrémistes religieux que des laïques qui se taisent - Charb -



Le capitalisme toxique

Le Centre patronal suisse s'alarme : « Il faut éviter que certaines personnes soient tentées de s'habituer à la situation actuelle [...] : beaucoup moins de circulation sur les routes, un ciel déserté par le trafic aérien, moins de bruit et d'agitation, le retour à une vie simple et à un commerce local, la fin de la société de consommation. »

" Partout, les patronats et leurs relais politiques nationaux et internationaux défendent leurs intérêts particuliers contre l'intérêt général, fut-ce l'impératif sanitaire "

Le président du MEDEF Geoffroy Roux de Bézieux développe ses exigences « pour tenter d'effacer, dès 2021, les pertes de croissance de 2020 », ce qui passe par la révision « du temps de travail, des jours fériés et des congés payés ». Mais hors de question de revenir sur le versement des dividendes par Total et autres Vivendi à leurs actionnaires tandis que l'État soutient des grands groupes sans contreparties industrielles, sociales ou environnementales. Partout, les patronats et leurs relais politiques nationaux et internationaux défendent leurs intérêts particuliers contre l'intérêt général, fut-ce l'impératif sanitaire. Mais cet impératif de la vie sauve a été imposé comme priorité absolue par les populations sous toutes les latitudes, tous les régimes politiques y compris les théocraties.

Il est supérieur à tous les fanatismes dont celui de la marchandise. Fanatisme qui ajoute aux dégâts de l'anthropocène liés aux activités humaines l'accélération de la dégradation par le capitalocène dont les effets sur le climat et l'environnement ne sont pas étrangers à l'apparition des coronavirus.



Nous ne sommes rien, soyons tout !

Nous sommes redevables aux luttes passées parfois plus que séculaires pour arracher les populations à l'insécurité sociale pour le plus grand nombre. Cette marche vers un mieux-être matériel et vers l'émancipation individuelle et collective s'est réalisée à travers la lutte pour des droits humains universels, l'institution de l'École publique, la création de services publics, de la sécurité sociale. Dans nombre de pays y compris riches comme les États-Unis, leur défaillance ou leur absence, notamment les hôpitaux publics gratuits ainsi qu'une couverture sociale générale sont dramatiques. Au vu du rôle central des services publics, de l'hôpital durant cette pandémie, il est indécent que leur financement soit présenté comme des « charges » et que l'État en ait confisqué la gestion aux cotisants que sont les salariés.

« Il y a un an les médecins étaient aux ordres de l'administration », écrit le professeur de médecine D. Sicard, ceci pour remplir des lits et faire rentrer l'argent. La nécessité a fait exploser cette logique et l'utilité sociale des « premiers de corvée » s'est révélée être inversement proportionnelle à celle des « premiers de cordée ». Ce ne sont pas les financiers, les actionnaires, le G 20, l'OCDE, l'Union européenne... qui ont permis de contenir la pandémie mais, quoique plus exposés, d'anonymes et presque invisibles chauffeurs, agents, poubelliers, infirmières, fonctionnaires, soignants, caissières, majoritairement des femmes. Alors que des guerres continuent

comme la production et la vente d'armements, les laissés-pour-compte sont légion (sans papiers, migrant-e-s, SDF) et le chômage, la misère explosent. La coopération, la coordination, l'entraide internationale, la solidarité devraient aller de soi, mais le chacun pour soi et l'irresponsabilité prévalent pour Orbàn, Bolsonaro ou Trump – qui torpille l'OMS - et nombre d'autres.



"C'est tout un système idéologique qui est en cause, la destruction de conquies sociaux sur l'autel du profit, au nom d'une théorie économique asservie au marché." Christian Lehmann médecin et écrivain

Liberté et démocratie

Le traitement de la pandémie exacerbe les tendances liberticides et autoritaires déjà à l'œuvre sans garantie aucune d'efficacité sanitaire, car celle-ci requiert le consentement éclairé des populations. La séparation des pouvoirs est désormais lettre morte. Le pouvoir exécutif solitaire a court-circuité ce qui restait du pouvoir législatif. Pour appliquer les annonces de Macron sur le déconfinement ou l'ouverture des écoles, après un simulacre de débat, le gouvernement en est réduit à se défausser sur le local ou le volontariat en tentant d'y impliquer divers partenaires locaux, sociaux alors que les délais sont intenable et les conditions sanitaires requises encore incertaines du fait de son impéritie. Qu'attendre d'un pouvoir qui n'hésite pas à instrumentaliser les avis scientifiques ou à passer outre ? L'urgence sanitaire votée le 23 mars n'aura été d'aucune utilité pour réquisitionner ou nationaliser des entreprises pouvant fabriquer des masques, des respirateurs, du matériel médical, des médicaments, pour réquisitionner les cliniques privées. Mais elle pourrait laisser des traces liberticides après la crise.

Face au danger de repli nationaliste paradoxal en temps d'épidémie mondiale, de renforcement et d'émergence de

régimes autoritaires avec surveillance généralisée des populations, de poursuite d'une gouvernance économique selon les dogmes mêmes qui ont permis cette pandémie, nous exigeons le renforcement des services publics, de l'éducation, de la recherche scientifique, de la coopération et de la solidarité internationales à même de satisfaire les besoins élémentaires des populations.



Sur le mode de la séparation du politique et du religieux, la satisfaction de ces revendications passe par la séparation universelle des patronats et des États.

(voir aussi déclaration du CREAL du 3 avril :

<http://www.creal76.fr/medias/files/expression-du-creal76-03.04.pdf>)

Au cours de son allocution du 13 avril le Président Macron a évoqué « Les jours heureux » reprenant là le titre que le Conseil national de la Résistance (CNR) avait donné au programme qu'il comptait mettre en œuvre à la Libération, programme dont la philosophie était de séparer «les féodalités économiques du pouvoir politique». Le 21 avril dernier, au cours d'une conférence téléphonique avec des représentants de cultes et d'associations laïques et au sujet de l'après pandémie, il a voulu pousser plus loin la captation d'héritage quand il a émis le souhait que soit créé un nouveau CNR assez incongru : un Conseil national de la résilience. Cela a conduit le CRÉAL76 à

rendre public un communiqué dont nous reproduisons l'introduction :

Pas de laïcité optionnelle !

Pour la deuxième fois en moins d'un mois, le 23 mars puis le 21 avril, le président Emmanuel Macron s'est entretenu avec des « représentants » de cultes et d'associations laïques. Cette apparente égalité de traitement des « représentants » réduit de fait la laïcité à une banale option. Or la laïcité est un principe politique premier, fondamental qui garantit la liberté de conscience, il est inscrit dans l'article 1 la constitution de 1946, repris par celle de 1958. À la suite de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905, ce cadre s'impose à tous. Élaboré

au début du XXème siècle après un long travail parlementaire, il n'a été négocié avec aucun « représentant » religieux.

Pratiquer le « en même temps » entre religion et laïcité, c'est confiner cette dernière à un rôle subalterne d'option spirituelle. C'est ignorer qu'un croyant peut être laïque et qu'un non croyant peut accéder à une spiritualité. C'est relativiser la laïcité, ce qui ne surprendra pas de la part d'un président voulant « réparer le lien abîmé avec l'Église ». C'est presque une inversion de la hiérarchie des normes républicaines, contraire à la lettre et à l'esprit de la loi de 1905.

Lire la suite : <http://www.creal76.fr/medias/files/communiqué-du-creal76-laicite-confinee-23.04.20.pdf>

De nouveaux coups de canif

Et pendant la pandémie les petits coups de canif à la laïcité scolaire restent de mise. Ainsi, cédant aux pressions du lobby de l'enseignement privé hors contrat, le ministère de l'Éducation nationale a permis que les élèves de ces établissements

puissent bénéficier d'une validation sur mesure du baccalauréat grâce à un contrôle continu maison sans la vérification de la conformité de cet enseignement avec les instructions officielles. Par ailleurs les candidats au BTS se verront certifier leur niveau d'anglais par un organisme privé.

Et pendant ce temps

Une pandémie mondiale ne pouvait qu'attiser un appétit mondial : l'UNESCO organise une «Coalition mondiale pour l'Éducation Covid 19» appelant à utiliser massivement l'enseigne-

ment à distance. La coalition a déjà reçu le renfort de Microsoft, Google, Facebook...

Voir l'alerte de *Solidarité laïque* : <https://www.solidarite-laïque.org/je-milite/attention-risque-majeur-de-privatisation-de-leducation-mondiale/>

Féminicide

La recrudescence des féminicides et des violences faites aux femmes durant cette période de confinement * nous rappelle cette injonction de Simone de Beauvoir : « N'oubliez jamais qu'il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse

pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis. Vous devrez rester vigilantes votre vie durant. »

* Cette situation génère aussi une augmentation des violences envers les enfants